



SciencesPo.

CERI
CNRS

IRAK : DES ELECTIONS SANS VAINQUEUR

Peter Harling*

Le scrutin législatif du 7 mars dernier a bousculé les rapports de force entre partis des diverses coalitions. Ce qui complique la formation d'un gouvernement et risque de consacrer l'influence des puissances régionales sur le jeu politique irakien.

Aucun vainqueur n'est véritablement sorti des urnes irakiennes. Le scrutin législatif du 7 mars dernier consacre, en effet, un émiettement de la représentation politique qui décuple la difficulté à former un nouveau gouvernement. Certes, la logique du vote « identitaire » n'a pas disparu et les quotes-parts ethniques et confessionnelles n'ont guère changé par rapport aux élections de 2005, mais dans le même temps, l'homogénéité de chacun des blocs n'est plus. Minés par la guerre des chefs, ces blocs trahissent une faible discipline partisane qui se prête à toutes sortes d'alliances contre nature.

Si la campagne électorale a pu laisser croire à un affrontement idéologique entre islamistes et laïcs/nationalistes, la ligne de partage entre les deux camps reste factice : sensibles à la désillusion des électeurs face à leurs piètres performances à la tête du gouvernement depuis

2005, les premiers ont simplement mis en sourdine les slogans religieux tandis que les seconds ont coopté bon nombre d'hommes politiques issus de la mouvance islamiste. En revanche, les tensions interconfessionnelles sont restées vives ; l'exclusion à la dernière minute de plusieurs centaines de candidats au nom de la loi sur la dé-ba'thification a redonné aux arabes sunnites le sentiment d'être collectivement enfermés dans l'opprobre qui frappe l'ancien régime.

Du côté des partis politiques chiïtes, les résultats opèrent un changement des rapports de forces au profit du Premier ministre sortant, Nouri Al-Maliki. Avec 89 sièges selon le décompte provisoire, ce dernier a su mettre à profit son exercice du pouvoir depuis 2006 et ses succès relatifs en matière de rétablissement de la sécurité pour évincer la coalition formée par ses anciens partenaires chiïtes, le Conseil suprême islamique irakien (CSII) et le courant Moqtada al-Sadr qui obtiennent à eux deux 70 sièges. Au sein de cette coalition déterminée à bloquer la reconduction d'Al-Maliki à son poste, les Sadristes désormais plus disciplinés et plus légalistes, s'imposent au détriment du CSII qui apparaît comme le grand perdant. Les électeurs ont ainsi sanctionné ce qu'ils estiment être une trop forte proximité du CSII vis-à-vis de l'Iran ainsi qu'une mise en avant d'un sectarisme outrancier.

Les arabes sunnites opèrent, quant à eux, un retour en force et officialisent par leur fort taux de participation électorale, leur ralliement total au processus politique déployé depuis 2003. Ils font massivement bloc derrière la coalition dirigée par Iyad Allawi qui rafle 91 sièges sur les 325 que compte le parlement. Le passé ba'thiste de cet ancien exilé chiïte rentré dans les fourgons américains les rassure et le place comme le candidat favori au poste de premier ministre aux yeux des pays arabes, notamment de l'Arabie saoudite.

Affaiblis par ce retour de la composante arabo-sunnite ainsi que par l'ascension du courant sadriste, connus pour leur propre intransigeance en matière de revendications territoriales et pétrolières, les Kurdes, malgré leurs 57 sièges parlementaires, risquent fort de perdre leur position de faiseurs de coalitions. Les garanties américaines ne rassurent plus leurs dirigeants qui, à l'instar de leurs autres homologues irakiens, font désormais la navette entre Riyad et Téhéran.

Aussi, la particularité du scrutin du 7 mars 2010 est de voir son issue fortement régionalisée : la dévolution du pouvoir en Irak se négocie désormais entre ces deux capitales qui représentent deux extrêmes, deux partenaires en miroir d'une même conception sectaire de l'Irak.

Il est à ce titre le dernier scrutin de l'ère de l'occupation militaire et par conséquent un test crucial pour la solidité de l'entité irakienne et sa capacité à fonctionner sans le tuteur américain. Ses institutions sont-elles en mesure de réguler la compétition politique et d'intégrer tous les exclus depuis 2003 ? Son appareil de sécurité peut-il juguler la menace d'une opposition armée certes affaiblie et déstructurée mais que l'approche du retrait militaire américain risque d'enhardir ? Et enfin, quel type de réinsertion régionale de l'Irak dans un environnement désormais polarisé entre l'Arabie saoudite et l'Iran ses principaux acteurs sont-ils capables de négocier ? En dépit de toutes ces incertitudes, les Etats-Unis demeurent inébranlables dans leur choix du désengagement politique et militaire (avec un retrait total des troupes est prévu à la fin de 2011), préférant se féliciter de l'apparence d'un Irak démocratique où l'on continue à capturer les grandes figures d'Al-Qaeda.

*** Directeur du projet Syrie, Liban et Irak et Loulouwa Al Rachid,
Analyste Senior Irak, International Crisis Group**